

Vol. 5, N°18, pp. 183– 200, Juin 2026
 Copy©right 2024 / licensed under CC BY 4.0
 Author(s) retain the copyright of this article
 ISSN : 1987-1465
 DOI : <https://www.doi.org/10.62197/ZRNW6689>
Indexation : Copernicus, CrossRef, Mir@bel, Sudoc,
 ASCI, Zenodo
 Email : RevueKurukanFuga2021@gmail.com
 Site : <https://revue-kurukanfuga.net>

*La Revue Africaine des
 Lettres, des Sciences
 Humaines et Sociales
 KURUKAN FUGA*

LE DJIDJI AYOKWE : SPOLIATION COLONIALE, RESTITUTION ET ENJEUX STRATEGIES DE RESILIENCE CONTRE L'INSALUBRITE DANS LES QUARTIERS DE SAM, NGANE ALASSANE, NIMZATT ET ABATTOIRS (VILLE DE KAOLACK-SENEGAL)

Ibrahima MBAYE - Enseignant-chercheur, Université Assane SECK de Ziguinchor, UFR des Sciences et Technologies, Département de Géographie, imbaye@univ-zig.sn

Salemond NDOUR -Chercheur au Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Université Assane Seck de Ziguinchor, s.ndour5481@zig.univ.sn

Résumé : L'urbanisation mal maîtrisée de la ville de Kaolack a engendré des défis multiformes. Parmi ceux-ci figure l'insalubrité récurrente dans les quartiers périurbains de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs. Face à cette situation, la collectivité territoriale et les populations ont mis en place des stratégies de résilience contre ce phénomène. L'objectif de cette étude est justement d'identifier ces stratégies afin de mieux les apprécier. Pour cela, une enquête est effectuée auprès de 353 ménages sélectionnés par échantillonnage aléatoire et répartis par quotas. Les résultats obtenus révèlent que les stratégies développées par la SONAGED (Société Nationale de Gestion Intégrée des Déchets), sous la tutelle de la collectivité territoriale sont indispensables mais demeurent insuffisantes (collecte irrégulière des ordures par les véhicules, sensibilisation des ménages...). Pour combler ces déficiences, les populations locales s'adonnent à des pratiques empiriques. Il s'agit entre autres, de l'incinération des ordures, de l'évacuation manuelle des eaux pluviales et des eaux grises (cuisson et vaisselle) dans la rue ou des puits perdus.

Mots-clés : Insalubrité, Résilience, Stratégies, Sénégal, Ville,

Abstract : The poorly managed urbanization of the city of Kaolack has generated multifaceted challenges. Among these is the recurring unsanitary conditions in the peri-urban neighborhoods of Sam, Ngane Alassane, Nimzatt, and Abattoirs. Faced with this situation, the local government and residents have implemented strategies to combat this phenomenon. The objective of this study is precisely to identify these strategies in order to better assess them. To this end, a survey was conducted with 353 households selected by random sampling and distributed according to quotas. The results obtained reveal that the strategies developed by SONAGED (National Integrated Waste Management Company), under the supervision of the local government, are essential but remain insufficient (irregular garbage collection by vehicles, household awareness campaigns, etc.). To compensate for these shortcomings, local residents resort to empirical practices. These include, among other things, the incineration of garbage and the manual disposal of rainwater and grey water (from cooking and washing up) in the street or in soak ways.

Key words : Unsanitary conditions, Resilience, Strategies, Senegal, City

Introduction

L'insalubrité est un enjeu majeur dans les villes des pays en développement (S. Dos Santos, J. Rautu, B. Schoumaker et al. 2019, p.53). Elle s'accompagne souvent d'un déficit structurel en infrastructures d'assainissement et d'une gestion inadéquate des déchets ménagers (B. Tape et al., 2025, p.2). Dans de nombreuses villes africaines, ces défaillances sont observées à grande échelle. Les rues servent fréquemment de zones de rejet des déchets solides et liquides, illustrant un dysfonctionnement systémique de la gestion urbaine (B. Koné, J. Possiletya, V. Kouamé, CF. Doukouré et al, 2019, p.7), dans un contexte de collecte irrégulière (S. Dos Santos, J. Rautu, B. Schoumaker et al. 2019, p.54). Ainsi, l'urbanisation incontrôlée engendre des mutations de l'environnement urbain et crée des conditions malsaines, qui exposent les populations à des risques sanitaires (E. Cadot et al., 1998, p.451).

Au Sénégal, cette problématique revêt une dimension critique, marquée par la prolifération de quartiers spontanés (O. Cissé, 2022, p.5). Les quartiers périurbains de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs de la ville de Kaolack n'échappent pas à la donne (R. Mbengue, 2009, p.9). Dans ces quartiers, les eaux usées et les déchets solides ne sont pas correctement traités (JICA, 2014, p.17), autrement dit, les stratégies adoptées par la collectivité territoriale (municipalité de la ville de Kaolack) et celles développées empiriquement par les populations présentent des insuffisances.

L'objectif de cette étude est d'identifier les stratégies mises en place par la collectivité territoriale et les populations pour lutter contre l'insalubrité dans les quartiers périurbains de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs de la ville de Kaolack. Après l'introduction et conformément aux consignes de la revue, la suite du plan de travail de cette étude est déclinée en quatre (04) rubriques : la méthodologie de recherche, les résultats obtenus, la discussion et la conclusion.

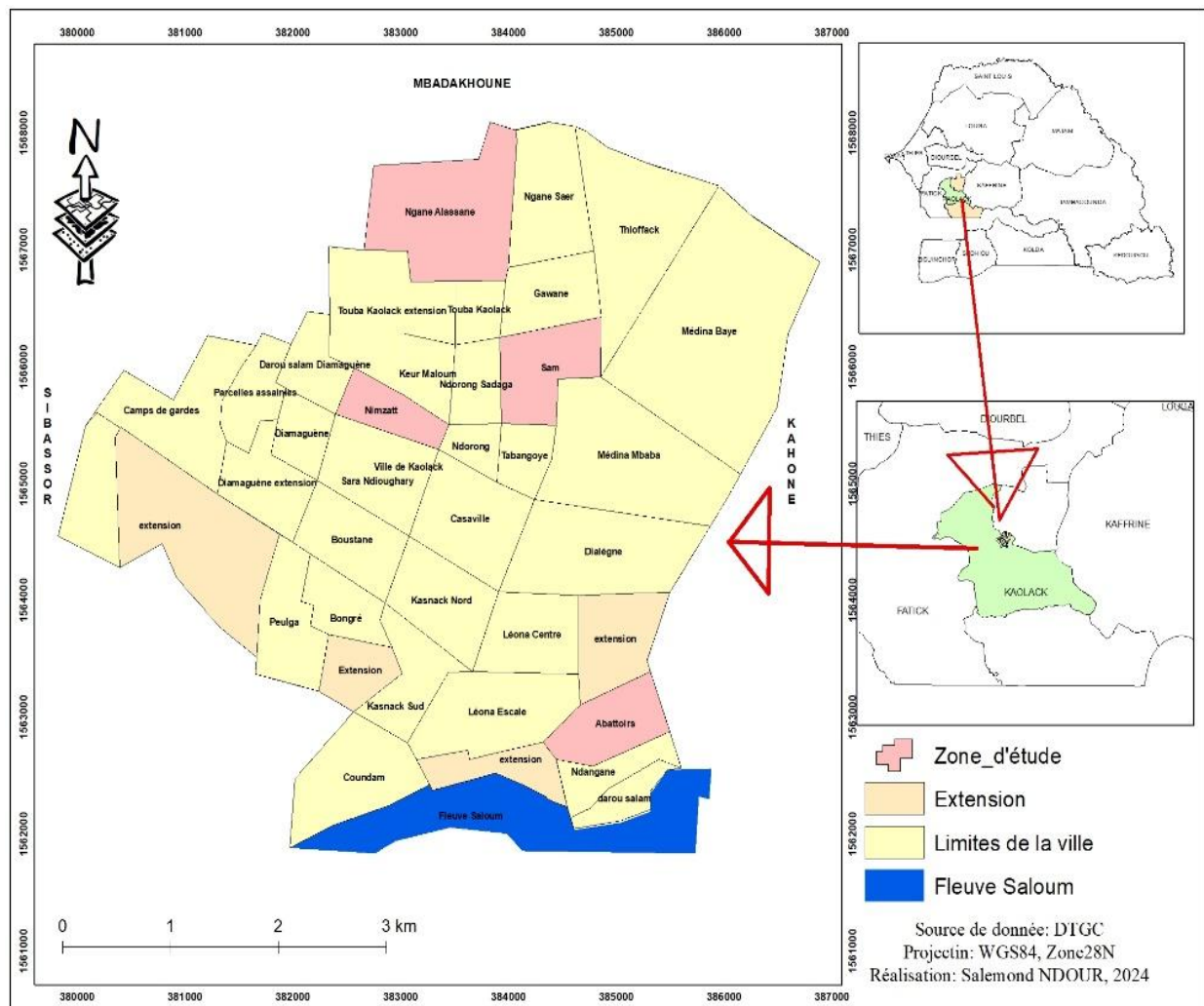
1. Méthodologie

La méthodologie de recherche adoptée dans cette étude s'articule autour de la présentation des quartiers-cibles et des outils et méthodes utilisés.

1.1. Cadre d'étude

Les quartiers périurbains de la ville de Kaolack ciblés par cette étude sont situés dans le Centre-Ouest du Sénégal, au cœur de la zone éco géographique du Bassin Arachidier (ANSD, 2023, p.154). Il s'agit notamment de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs (figure 1).

Figure 1: localisation géographique des quartiers étudiés de la ville de Kaolack



Le quartier de Sam est limité à l'Est par Medina Baye et Thioffack, à l'Ouest par Ndorong Sadaga, au Nord par Gawane et au Sud par Tabangoye et Médina Mbaba. Ngane Alassane, situé au Nord de la ville, est limité à l'Est par Ngane Saer, à l'Ouest et au Nord par Mbadakhouné et au Sud par Touba Kaolack. Nimzatt, localisé dans le Centre-Ouest de la ville est limité à l'Est par Ndorong, à l'Ouest par Darou Salam Diamaguène, au Nord par Keur Maloum et l'extension de Touba Kaolack et au Sud par Sara Ndioughary. Enfin le quartier Abattoirs est situé au Sud de la ville de Kaolack. Il est limité à l'Est par le fleuve Saloum, à l'Ouest par Léona Escalé, au Nord par des extensions de la ville et au Sud par Ndangane.

Ces quartiers périurbains se caractérisent par une insalubrité persistante, l'absence de réseau collectif d'assainissement, un accès limité à l'eau potable, l'usage généralisé de fosses septiques non conformes et le rejet direct des eaux dans les rues (ONU-Habitat, 2008, p.19).

Ces facteurs environnementaux, favorisent la transmission de la diarrhée, qui constitue un problème de santé publique préoccupant dans les quartiers de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et

Abattoirs. Face à ce défi, différentes stratégies sont développées à la fois par la collectivité territoriale et par les populations locales. Ces initiatives, bien que souvent disparates, témoignent d'une volonté collective d'améliorer le cadre de vie et de réduire par conséquent le risque de transmission de la diarrhée.

1.2. Outils et méthodes

Les données utilisées dans cette étude sont collectées par revue documentaire et par enquête-ménages. La sélection des ménages (353 /4310) s'est effectuée de manière aléatoire et répartis sur les quatre (04) quartiers-cibles de Sam, Nimzatt, Ngane Alassane et Abattoirs, soit une population de 39 351 habitants (ANSD, 2023, p.123). La taille de l'échantillon a été déterminée en appliquant la formule standard, formalisée comme suit :

$$\text{Taille de l'échantillon (n)} = \frac{\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2}}{1 + \left(\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2 N} \right)}$$

- **N** : nombre total de ménages dans les quatre quartiers (4 310)
- **z** : score z correspondant au niveau de confiance choisi (95 %), soit 1,96
- **e** : marge d'erreur fixée à 5 %
- **p** : proportion estimée (0,5)
- **n** : taille de l'échantillon à déterminer

Afin d'assurer une représentativité proportionnelle, la répartition de l'échantillon a été réalisée selon la méthode des quotas, en fonction du poids de chaque quartier dans la population totale (S. Ndour, 2026, p. 20). À cet effet, la formule suivante a été utilisée :

Taille de l'échantillon

$$= \frac{\text{nombre de ménages de chaque quartier}}{\text{Nombre total de ménages des quatre quartier}} \times 100\%$$

Le questionnaire conçu avec Sphinx, a été soumis via *KoBoCollect*. Les données statistiques et cartographiques ont été traitées respectivement avec Excel et *ArcGIS*.

2. Résultats

Les résultats obtenus de cette étude sont organisés en trois (03) points essentiels : la description du contexte de l'insalubrité, les stratégies de la collectivité territoriale et enfin les stratégies mises en place par les populations pour s'adapter face à la récurrence de l'insalubrité dans les quartiers-cibles.

2.1. Description du contexte de l'insalubrité

L'insalubrité se manifeste dans les quartiers étudiés par une accumulation de déchets solides, une mauvaise gestion des eaux usées, l'absence ou l'insuffisance d'équipements d'assainissement, ainsi que des pratiques quotidiennes peu favorables à l'hygiène. Ce contexte délétère du cadre de vie expose les populations à une vulnérabilité multiforme. Face à cette situation de récurrence de l'insalubrité dans les quartiers périurbains de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs de la ville de Kaolack au Sénégal la collectivité territoriale et les populations ont mis en place des stratégies de lutte contre le phénomène.

2.2. Stratégies de la collectivité territoriale

La gestion des déchets étant une compétence transférée à la collectivité territoriale. Investie d'un rôle institutionnel et réglementaire, elle déploie des actions en matière de collecte des déchets, d'aménagement d'infrastructures d'assainissement et de sensibilisation. Cependant, leurs interventions restent souvent insuffisantes en raison de contraintes financières, logistiques et organisationnelles.

2.2.1. Cadre législatif et réglementaire de la gestion des déchets

2.2.1.1. Le Code de l'environnement, socle de la gestion des déchets

Le code de l'environnement est un instrument juridique qui encadre la gestion des déchets et la lutte contre l'insalubrité au Sénégal. Il constitue non seulement une référence légale pour les collectivités territoriales et l'État, mais aussi un outil de protection sanitaire, réduisant les risques pathologiques. La première grande avancée juridique est intervenue avec la Loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'environnement. Celui-ci a introduit des dispositions claires sur les déchets, en posant les principes de responsabilité, de prévention et de contrôle. Cette délégation de pouvoir place les collectivités territoriales au cœur de la lutte contre l'insalubrité, tout en soulevant la question de leurs capacités techniques, financières et institutionnelles à assumer pleinement ces responsabilités.

La municipalité de Kaolack constitue un acteur institutionnel central dans la planification, la coordination et la régulation des actions de salubrité urbaine au sein des quartiers périurbains, notamment Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs.

Selon les autorités municipales, l'insalubrité résulte d'une combinaison de facteurs structurels et comportementaux limitant la capacité de mise en œuvre de programmes efficaces de gestion des déchets. Pour y remédier, la municipalité a mis en place des infrastructures et programmes ciblés, tels que la construction de canaux à ciel ouvert et le leur curage régulier avant la saison pluvieuse. L'objectif visé est de faciliter l'évacuation des eaux pluviales et réduire l'accumulation de déchets solides dans l'espace public.

Ces mesures contribuent selon l'adjointe au Maire de Kaolack à la prévention des inondations et à la maîtrise de l'insalubrité, éléments essentiels dans la réduction des risques sanitaires liés aux maladies hydriques. Des initiatives locales, comme la mise en place de poubelles publiques et les campagnes de sensibilisation, illustrent également la volonté de l'administration municipale de réussir sa mission. En termes de collecte des déchets, la municipalité s'efforce d'assurer une couverture de l'ensemble des quartiers périurbains. Le site principal de stockage des déchets à Mbadakhoune, bien qu'aménagé, ne bénéficie pas d'un statut officiel de décharge contrôlée. Les déchets y sont déposés sans traitement approprié, ce qui en fait un site de décharge sauvage. La récupération informelle de matériaux par certaines populations y ajoute une dimension socio-économique, mais accentue également les risques sanitaires et environnementaux. Cependant, l'inefficacité opérationnelle complique la planification et la mise en œuvre des stratégies. Le déficit de financement limite l'entretien des infrastructures existantes et la régulation des comportements inciviques. Ces contraintes réduisent l'efficacité et la durabilité des interventions de salubrité, soulignant la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles, la coordination entre les acteurs et la participation communautaire.

2.2.1.2. La société nationale de gestion (SONAGED ex UCG)

La SONAGED (Société Nationale de Gestion Intégrée des Déchets) est l'agence publique sénégalaise chargée de la gestion durable des déchets solides à l'échelle nationale. Créée en 2022, elle a succédé à l'UCG (Unité de Coordination de la Gestion des Déchets) dans le cadre de la décentralisation et de la modernisation du secteur. Cette société a pour mission de coordonner la gestion intégrée des déchets à l'échelle nationale, améliorer et promouvoir la salubrité publique.

Elle met aussi en œuvre des politiques de valorisation des déchets dans le cadre de l'économie circulaire. La SONAGED s'active également dans le renforcement des capacités des collectivités territoriales en matière de gestion des déchets et la création d'emplois pour les jeunes.

Dans la ville de Kaolack, la SONAGED déploie une gamme d'interventions structurées pour améliorer la salubrité urbaine. Celles-ci incluent la collecte régulière des déchets ménagers, le balayage des rues et des voies publiques, ainsi que la gestion des décharges municipales.

Dans une perspective de développement durable, l'entreprise encourage également l'économie circulaire, en triant les déchets afin de préparer leur valorisation, bien que le centre de transformation reste en phase de démarrage à Kaolack.

Le dispositif de collecte repose, selon le Directeur régional de la SONAGED, sur un système combinant apport volontaire et collecte planifiée, incluant les Points Propres (PP), les Points de Regroupement Normalisés (PRN), les bacs de rue et Polybenne, dont la fréquence de passage est modulée selon l'importance et l'accessibilité des quartiers (photo 1).

Photo 1 : Dispositif de collecte mis en place par la SONAGED : bacs à ordures à Ngane Alassane à gauche et bac Polybenne placé aux Abattoirs à droite



Source : cliché Salemond Ndour, 2024

La SONAGED intervient dans la gestion des déchets dans le cadre d'une convention avec la Mairie. La société bénéficie d'appuis financiers et logistiques de cette dernière et participe à des actions de salubrité intégrant la participation active des populations locales, à l'image de celles des Abattoirs et Ngane Alassane (photo 2).

Photo 3 : collecte des ordures par la SONAGED aux Abattoirs et à Ngane Alassane



Source : cliché Salemond Ndour, 2024

Parallèlement, la SONAGED soutient les Organisations Communautaires de Base (OCB), notamment lors des journées d'opérations *Augias* appelées « *Set Sétal en terme local, vernaculaire* ». Il s'agit de journées de nettoyage du quartier avec une participation active de la population. Malgré ces efforts, des actes d'incivisme sont souvent constatés chez les populations. Ils se traduisent par le non-respect des points de collecte et des horaires de passage des agents. Cela contribue directement à la formation de dépôts sauvages. De surcroît, certaines pratiques informelles de collecte par charrette favorisent la dispersion des déchets dans l'espace urbain (photo 4).

Photo 4: Collecte des ordures par charrettes à Sam à gauche et dépôts sauvages d'ordures par les charretiers à Ngane Alassane à droite



Source : cliché Salemond Ndour, 2024

Le recours aux charrettes illustre la complémentarité entre pratiques informelles et dispositifs institutionnels, mais révèle aussi les limites d'une régulation insuffisante. Toutefois, cette implication comporte des limites. En l'absence de mécanismes de régulation efficaces et de sites de décharge formalisés, une partie de ces acteurs procède à des dépôts inappropriés à l'intérieur des quartiers, alimentant ainsi la prolifération de dépotoirs sauvages. Cette situation met en évidence la dualité de leur rôle : d'une part, une réponse pragmatique à un besoin pressant de gestion des déchets, et d'autre part, une source supplémentaire d'insalubrité urbaine. Ces contraintes cumulatives expliquent la persistance de l'insalubrité dans les quartiers-cibles et augmentent l'exposition des habitants à des nuisances et risques sanitaires.

La ville ne dispose que d'une seule décharge officielle à Mbadakhoune, dont la gestion partiellement informelle limite les opérations de traitement des déchets. Parallèlement, des initiatives de revalorisation des déchets émergent à travers des activités informelles portées par des groupes communautaires ou des individus.

Elles reposent sur la récupération et la transformation de certains matériaux (plastiques, métaux, matières organiques...), générant des revenus pour des populations en situation de vulnérabilité.

Si ces pratiques (photo 5) contribuent à réduire le volume global des ordures, elles demeurent problématiques sur le plan sanitaire, en raison du déficit d'encadrement technique et de l'exposition directe des récupérateurs à divers agents pathogènes.

Photo 1: Tri des matières plastiques à Ngane Alassane en vue de leur revalorisation



Source : cliché Salemond Ndour, 2024

2.3. Stratégies mises en place par les populations

Dans les quartiers périurbains de Sam, Abattoirs, Ngane Alassane et Nimzatt, la lutte contre l'insalubrité repose principalement sur des initiatives collectives, communautaires et individuelles qui complètent les interventions limitées de la collectivité territoriale. Ces stratégies sont portées par les groupements de femmes, les Associations Sportives et Culturelles (ASC), ainsi que par des acteurs communautaires tels que les leaders religieux et les *Bajanu Gox*. *Ces dernières sont des femmes volontaires, non rémunérées, désignées démocratiquement par les habitants de chaque quartier. Elles sont à l'interface des populations et du personnel de santé et jouent un rôle très important dans la sensibilisation.* Elles ne disposent pas d'Équipement de Protection Individuelle (EPI) ni de ressources matériels et financières pour mener à bien leurs activités, mais sont pétries de fierté d'exercer ce service à la communauté.

L'objectif est de maintenir la propreté des espaces publics, renforcer la cohésion sociale et se prémunir contre les risques sanitaires.

2.3.1. Stratégies collectives

Les groupements de femmes jouent un rôle central dans les initiatives locales de salubrité. À Sam, deux groupements organisent chaque dimanche des journées de nettoyage, mobilisant les femmes et quelques jeunes volontaires pour le ramassage des déchets.

Dans le quartier des Abattoirs, deux autres groupements coordonnent des actions similaires organisées respectivement le dimanche et le mercredi. Ces initiatives sont menées en partenariat avec les jeunes des Associations Sportives et Culturelles (ASC), qui participent également à l'entretien des canaux à ciel ouvert avant le début de l'hivernage afin de faciliter l'écoulement des eaux pluviales vers le bras de mer, le fleuve Saloum. Ces expériences mettent en lumière la capacité d'organisation collective des populations et le rôle central des femmes, des jeunes et des leaders communautaires dans la gouvernance locale de l'assainissement. La durabilité de ces initiatives pourrait être renforcée par une coordination plus étroite entre les acteurs communautaires, les autorités locales et les partenaires techniques. Malgré l'organisation et l'engagement des populations, les stratégies collectives de salubrité font face à plusieurs contraintes. Les activités sont souvent suspendues durant l'hivernage en raison des inondations causées par les eaux pluviales. Le manque de moyens financiers et matériels limite l'ampleur des opérations et la régularité des journées de nettoyage. Par ailleurs, l'incivisme de certaines populations entraîne le dépôt d'ordures dans des espaces non aménagés et favorise la stagnation des eaux usées. De plus, la gestion des déchets après les opérations de nettoyage demeure problématique en raison de l'absence d'infrastructures adaptées. Cela fait que les résidus sont le plus souvent déposés sauvagement ou incinérés, limitant ainsi l'efficacité des efforts collectifs.

2.3.2. Les stratégies individuelles

Outre les initiatives collectives, les habitants des quartiers-cibles mettent également en œuvre des stratégies individuelles pour gérer l'insalubrité à l'échelle de leurs ménages ou de leurs concessions dans un contexte marqué par un système d'assainissement inadéquat. Ces actions reflètent à la fois les contraintes structurelles et la capacité des ménages à s'adapter dans un cadre de vie délétère. Dans la majorité des foyers, les ménages s'efforcent de maintenir un

certain niveau de propreté à l'intérieur et autour de leur domicile. Ces pratiques incluent la gestion des ordures, des eaux usées domestiques et pluviales.

2.3.2.1. Gestion des ordures

La gestion des ordures ménagères dans les quartiers-cibles repose sur un ensemble de pratiques individuelles influencées par l'insuffisance de dispositif efficace de gestion. La municipalité est l'organe responsable de la gestion des ordures par l'intermédiaire de la SONAGED qui ne parvient pas à assurer cette tâche convenablement. Cette situation oblige les populations à faire recours à d'autres pratiques de gestion alternatives et souvent informelles.

En effet, la majorité des ménages dans ces quartiers utilise des dispositifs domestiques pour stocker les déchets ménagers, notamment des seaux, les poubelles et sacs, avec des taux variant selon les quartiers. A Sam, 22,30 % des ménages utilisent des seaux et 23,74 % des poubelles, tandis qu'aux Abattoirs ces taux sont respectivement de 18,18 % et 36,36 %, les sacs étant particulièrement fréquents aux Abattoirs (45,45 %) et Sam (30,94 %). Certains foyers pratiquent également le tri des déchets, séparant matières organiques, plastiques et recyclables. Par ailleurs, les ménages utilisent aussi l'incinération comme mode d'évacuation des ordures (photo 6), notamment à Nimzatt (23 %), Ngane Alassane (17,24 %) et Sam (12,95 %).

Photo 2: pratiques de gestion des ordures par les ménages dans les quartiers-cibles



Source : cliché Salemond Ndour, 2024

2.3.2.2. Gestion des eaux usées domestiques

La gestion des eaux usées domestiques englobe à la fois les eaux grises (cuisson et vaisselle) et les eaux de toilettes. Elle repose globalement sur des solutions individuelles.

Concernant la gestion des eaux grises (vaisselle et cuisson), la majorité des ménages rejette ces eaux directement dans la rue, avec des proportions importantes dans tous les quartiers. En effet, on a 71,22 % à Sam, 96,08 % à Nimzatt, 83,91 % à Ngane Alassane et 62,34 % aux Abattoirs. Cette pratique reflète l'absence de systèmes de drainage adaptés. L'utilisation de fosses septiques pour l'évacuation de ces eaux, reste marginale à Sam (17,27 %) et Ngane Alassane (6,9 %), inexistante à Nimzatt et aux Abattoirs.

Le raccordement aux systèmes d'égout et de canalisation est encore rare et inégalement réparti : 27,27 % à Abattoirs, 9,35 % à Sam et inexistants à Nimzatt et Ngane Alassane. Concernant la gestion des eaux de toilettes, la fosse septique constitue le principal mode d'évacuation, avec des taux d'utilisation de 67,63 % à Sam, 76,47 % à Nimzatt, 63,22 % à Ngane Alassane et 58,44 % aux Abattoirs. Ce choix reflète l'absence ou la limitation des réseaux collectifs d'assainissement et offre une solution relativement sûre sous réserve d'un entretien régulier et du respect des normes techniques.

Le puits perdu constitue une alternative notable, particulièrement aux Abattoirs (41,56 %), Ngane Alassane (35,63 %), Sam (30,22 %) et Nimzatt (23,53 %). Bien qu'elle soit simple à utiliser et économiquement accessible, cette technique favorise une contamination de la nappe phréatique, facteur de risque sanitaire, particulièrement de la diarrhée.

2.3.2.3. Gestion des eaux pluviales

Face à l'insuffisance des infrastructures d'assainissement, les ménages des quartiers-cibles font recours à des pratiques variées pour évacuer les eaux pluviales. L'évacuation manuelle, à l'aide de seaux ou d'outils rudimentaires, constitue la méthode dominante, mobilisant 48,28% des ménages à Ngane Alassane, 43,14% à Nimzatt, 40,26% aux Abattoirs et 23,02% à Sam. Le recours à la motopompe, bien que plus efficace, reste marginal, limité à 10,79% des ménages à Sam, 2,3% à Ngane Alassane et 1,96% à Nimzatt et inexistant aux Abattoirs. La canalisation est surtout observée aux Abattoirs (19,48 %), contre 4,32 % seulement à Sam, et demeure inexistante ailleurs. Enfin, des solutions alternatives telles que le creusement de sillons pour l'écoulement des eaux vers des zones basses concernent 33,09% des ménages à Sam,

27,45% à Nimzatt, 21,84% à Ngane Alassane et 11,69% aux Abattoirs. Ces pratiques empiriques révèlent la forte dépendance des populations à leurs propres moyens dans un contexte d'absence d'un système structuré de gestion des eaux pluviales

3. Discussion

Les résultats obtenus de cette étude montrent que l'insalubrité est une réalité généralisée dans les quartiers périurbains de Sam, Nimzatt, Ngane Alassane et Abattoirs de la ville de Kaolack. Pour faire face à cette situation la collectivité territoriale et les populations ont mis en place des stratégies pour lutter contre ce phénomène. Ces mesures se résument globalement la collecte des ordures par la SONAGED (Société Nationale de Gestion Intégrée des Déchets) et des stratégies collectives et individuelles des populations (incinération des ordures, transport des ordures par des charrettes, opérations augias, sensibilisation, puits perdu, entre autres). *Ces stratégies s'inscrivent dans la promotion de l'hygiène, levier essentiel de prévention sanitaire* contre de nombreuses maladies des mains sales (L. Borghi et al., 2002, p.80). Cela est conforté par A. Reounodji (2016, p.14), qui atteste que la consommation d'eaux de nappes contaminées par les eaux usées constitue une voie majeure d'apparition des maladies hydriques. La faible perméabilité des sols argileux accentue les inondations en saison pluvieuse, entraînant la dispersion des déchets et la contamination des points d'eau (JICA, 2014, p.31). Cette vulnérabilité est renforcée par une topographie basse favorisant la stagnation des eaux. Un phénomène similaire est observé à Conakry, où les sols saturent rapidement sous de fortes pluies

(M.R. Bangoura, 2017, p.188). De tels processus augmentent le contact des ménages avec les agents pathogènes, tandis que l'infiltration des contaminants dans la nappe phréatique et leur accumulation sont nocifs à la chaîne alimentaire et génèrent des risques sanitaires (R. Sufrá, 2025, p.2). Dans la même veine, I. Mbaye (2025, p.15) montre que 11% des chefs de ménage incrimine l'insalubrité de l'environnement urbain de la commune Bignona (Sénégal) dans la propagation de la diarrhée. Un environnement malsain, insalubre influe de manière directe ou indirecte sur plus de 28% des maladies en Afrique (OMS, 2012, p.4). Ainsi, il est établi un lien entre une urbanisation non planifiée et la recrudescence de l'insalubrité (ANSD, 2018, p.85). L'absence d'un système d'assainissement adéquat est aussi souvent fustigée (ONU-Habitat, 2011, p.2). Par ailleurs, des études montrent que la mauvaise gestion des ordures dans les quartiers défavorisés de Nouakchott, est associée à des risques diarrhéiques (I. Sy et al., 2017, p.16). Dans cette dynamique A. McMichael, 2000, p.1123 avait déjà prévenu que la

mauvaise gestion des ordures et des eaux usées constitue un facteur de risque environnemental favorable à la multiplication d'agents pathogènes, vecteurs de maladies. Une telle situation environnementale contribue à la contamination de l'eau de la nappe phréatique, utilisée comme eau de boisson (P. Vennetier, 1988, p.182 ; A. Pickering et al., 2010, p.275).

Par ailleurs, l'incinération des couches des bébés, après usage, est une pratique empirique adoptée par 16% des chefs de ménage de la commune de Bignona (I. Mbaye, 2025, p.15). Selon les croyances endogènes de ces derniers, cette pratique constitue un facteur de risque diarrhéique. A. Prüss Ustün, J. Wolf, J. Bartram et al. (2019, p.770) rappellent dans son étude que l'ampleur des conséquences sanitaires mondiales, estimant à plusieurs centaines de milliers les décès diarrhéiques associés à l'insuffisance de l'assainissement et à des pratiques d'hygiène inadéquates. Ainsi, en améliorant l'assainissement, à travers une bonne gestion des ordures et des eaux usées, on ferait reculer de 32% la diarrhée chez l'enfant (UNICEF, 2012, p.11). A ces contraintes environnementales s'ajoute la pauvreté urbaine qui D. Santos limite les stratégies communautaires de lutte contre l'insalubrité (S. Ndour et I. Mbaye, 2025, p.86). Les résultats obtenus par, J. Rautu, B. Schoumaker et al. (2019, p.55 ; D. Santos et T. Legrand, 2007, p.367) soulignent le rôle central des conditions socio-économiques dans la recrudescence l'insalubrité et des risques sanitaires associés.

Conclusion

En définitive, les résultats de cette étude révèlent que l'insalubrité est une préoccupation majeure dans les quartiers périurbains de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs de la ville de Kaolack. Les stratégies mises en place par la SONAGED, sous la tutelle de la collectivité territoriale sont certes nécessaires mais insuffisantes. C'est dans cette optique que les populations locales ont mis en œuvre des stratégies empiriques pour pallier à ces carences. Il s'agit notamment de pratiques de stockage domestique, de tri, d'incinération et d'évacuation manuelle des eaux pluviales, motivées par le niveau de sensibilisation des ménages et les contraintes environnementales, particulièrement durant la saison pluvieuse.

Les Organisations Communautaires de Base (OCB), en coordination avec les services institutionnels, jouent un rôle central dans la mobilisation, la sensibilisation et l'organisation des opérations de salubrité. Ce constat montre que la lutte contre l'insalubrité nécessite une approche intégrée, combinant infrastructures appropriées, engagement citoyen et appui institutionnel afin d'améliorer durablement la qualité de vie des populations des quartiers

périurbains. Les pratiques individuelles de gestion des eaux domestiques traduisent une adaptation aux contraintes locales mais demeurent sources de risques environnementaux et sanitaires, particulièrement en période d'hivernage.

Ce contexte souligne la nécessité de renforcer les infrastructures collectives d'assainissement, de drainage et d'encourager, soutenir la sensibilisation des acteurs communautaires à l'image des *Bajanu Gox*.

Bibliographie

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2023). *Annuaire statistique régional de Dakar*. ANSD. Rapport, 666 p.

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2018). *Situation économique et sociale de la région de Ziguinchor en 2015*, 159 p.

Bangoura, Marie Rose. (2017). *Gestion des déchets solides ménagers et ségrégation socio-spatiale dans la ville de Conakry*. Thèse de doctorat à l'Université de Toulouse II, 560 p.

Borghi, Loris, Schianchi, Tiziana, Meschi, Tania, Guerra, Angela, Franca, Allegri Umberto, Maggiore and Novarini, Almerico. (2002) « Comparison of two diets for the prevention of recurrent stones in idiopathic hypercalciuria ». *N Engl J Med.*, 10 ; 346(2), pp.77-84. DOI: [10.1056/NEJMoa010369](https://doi.org/10.1056/NEJMoa010369)

Cadot, Emmanuel, Fournet, Florence, Traoré, Sungalo, N'guessan, Nicaise, Hervouer, Jean Pierre. (1998). « Approche géographique de la schistosomiase urinaire dans une ville moyenne africaine, Daloa (Côte d'Ivoire) ». *Cahiers d'études et de recherches francophones/Santé*, vol. 8, N° 6, pp.447-453.

Cissé, Oumar. (2022). *les défis de l'urbanisation à Dakar : Planification territoriale, assainissement, transport public et logement social*. Résumé Exécutif. 56 p.

Dos Santos, Stéphanie et Legrand, Thomas. (2007). « Accès à l'eau et mortalité des enfants à Ouagadougou (Burkina Faso) », *Environnement, Risques & Santé*, 6, 5, pp.365-371.

Dos Santos, Stephanie, Rautu, Iulia, Schoumaker, Bruno et al. (2019). « Le rôle de l'environnement dans les maladies diarrhéiques chez l'enfant : l'apport des méthodes mixtes », in : *Cahiers québécois de démographie*, Vol. 48, no.1, pp53-81. <http://hdl.handle.net/2078.1/237295>

Japan International Cooperation Agency (JICA). (2014). *Projet d'assainissement des eaux usées, des eaux pluviales et des déchets solides de la ville de Kaolack en République du Sénégal*. Rapport final, volume II : du Rapport principal, 440 p.

Koné, Bodou, Possiletta, Julie, Kouamé, Victor, Doukouré, Fe Charles et al. (2019). « Risques sanitaires liés aux déchets ménagers sur la population d'Anyama (Abidjan-Côte d'Ivoire) », *Vertigo- la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne]*, mise en ligne le 04/11/2019, consulté le 27/07/2025 Vol.19, N°1, 20 p. <http://journals.openedition.org/vertigo/24417> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.24417>.

Mbaye, Ibrahima. (2025). Perception des facteurs de risques environnementaux de la diarrhée dans la commune de Bignona (SENEGAL). *Revue Géoporo*, n°3, juin, pp.15-26. ISSN : 3005-2165

Mbengue, Ramatoulaye. (2009). *Problématique de la collecte des ordures ménagères dans la commune de Kaolack*, mémoire de maîtrise, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 154 p.

McMichael, Anthony. (2000). «The urban environment and health in a world of increasing globalization: issues for developing countries». *Bulletin of the World Health Organization*, 78, 9, pp. 1117 -1126. <https://iris.who.int/handle/10665/268216>

Ndour, Salemond et Mbaye, Ibrahima. (2025). « Insalubrité et facteurs de risque de la diarrhée dans les quartiers de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs (ville de Kaolack-SENEGAL) ». *Baluki*, Décembre, n°18, Vol. IX, pp. 86-101.

Ndour, Salemond. (2026). « *Insalubrité et risques sanitaires en milieu périurbain : exemple de la diarrhée DE dans les quartiers de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs (ville de Kaolack-Sénégal)* ». Thèse de doctorat unique de Géographie, UASZ, 258 p

ONU-Habitat. (2008). *Sénégal : Profil urbain de Kaolack, la Division de la coopération technique et régionale du Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains*, 40 p.

OMS, 2012, *Inégalités en matière de santé environnementale en Europe*. Rapport d'évaluation. Résumé opérationnel. Copenhague, OMS, 8 p.

ONU-Habitat. (2011). *L'état des villes d'Afrique : Gouvernance, inégalités et marchés fonciers urbains*. Nairobi, ONU-Habitat, 2 p.

Pickering, Andrew, Boehm, Alexandria, Mwanjali, Method, Davis, James. (2010). « Efficacy of Waterless Hand Hygiene Compared with Handwashing with Soap: A Field Study in Dar es Salaam, Tanzania ». *J.Trop Med Hyg.*, 5, 82(2), pp.270-278. Doi: [10.4269/ajtmh.2010.09-0220](https://doi.org/10.4269/ajtmh.2010.09-0220)

Pruss-Ustun, Annette, Wolf, Jennyfer, Bartram, Jamie, et al. (2019). « Charge des maladies dues à l'insuffisance en eau, en assainissement et en hygiène pour certains effets néfastes sur la santé : une analyse actualisée axée sur les pays à revenu faible et intermédiaire », in *Revue internationale d'hygiène et de santé environnementale*, 222 (5), pp.765-777.

Renouadji, Alexandre. (2016). *Évaluation de la gestion des eaux usées de l'abattoir d'Etoudi : Impacts environnementaux et sociaux*. Département de biologie et physiologie végétales, Université de Yaoundé, Mémoire pour l'obtention du Master professionnel en Sciences de l'Environnement, 80 p.

UNICEF, 2012, *Un aperçu de la situation de l'eau et de l'assainissement en Afrique*. Caire, 20 p.

Tape Bi Sehi, Antoine, Kouamé, Kassi Joseph, Diabia, Thomas Mathieu, et al. (2025). « Impact des infrastructures d'assainissement sur l'environnement et la sante dans la ville de lakota (cote d'ivoire) », in *Revue de Géographie du Poro* [En ligne], Vol. 2, n° 3, pp.1-14. https://geoporo.net/wp-content/uploads/journal/published_paper/volume-2/issue-3/lPSjtj80.pdf

Vennetier, Pierre. (1988). « Cadre de vie urbain et problèmes de l'eau en Afrique noire ». In *Annales de Géographie*, 97, n°540, pp.171-194.

Sufra, Rodney, Duclair Henry Robert, Emmanuel, Alexandra, et al. (2025). Pollution saturnique des eaux souterraines : conséquences environnementales et impacts sur la santé humaine : *une revue systématique*, 27 p. <https://hal.science/hal-05334020v1/document>.

Sy, Ibrahima, Traoré, Doulo, Koné, Brama et al. (2017). « Eau potable, assainissement et risque de maladies diarrhéiques dans la Communauté Urbaine de Nouakchott, Mauritanie », dans *Santé publique*, N°5, Vol.29, pp. 741- 750.

